

## Questions orales

jourd'hui, le *Conference Board* a affirmé que le taux de confiance a atteint le mois dernier son niveau le plus élevé depuis 1979.

**Des voix:** Bravo!

**M. Chrétien (Saint-Maurice):** Fait historique, j'étais alors ministre des Finances.

**M. Michel Gauthier (Roberval, B.Q.):** Monsieur le Président, comment le premier ministre peut-il concilier la réponse qu'il vient de nous donner, à l'effet qu'il compte sur la croissance économique pour combler le déficit, alors que son ministre des Finances, hier, disait exactement le contraire et je le cite de mémoire: «Nous ne pouvons plus compter que sur la seule croissance économique pour combler le déficit. Il faudra voir à d'autres mesures»? Comment concilie-t-il cela?

**Le très hon. Jean Chrétien (premier ministre, Lib.):** Monsieur le Président, il est bien évident que le député a un problème de mémoire. Nous avons coupé dans les dépenses du gouvernement dans le dernier Budget. Alors, il sera nécessaire de couper encore dans le prochain budget. C'est ce que nous disons.

Le Parti réformiste nous dit que nous ne coupons pas assez. Hier, vous nous faisiez le reproche de ne pas couper assez, alors on va peut-être écouter l'opposition et on va couper. Ensuite, ils arrêteront de chialer.

**M. Michel Gauthier (Roberval, B.Q.):** Monsieur le Président, vous conviendrez que pour la majorité des citoyens de ce pays, c'est plutôt inquiétant que le premier ministre et le ministre des Finances se contredisent allègrement sur un sujet aussi important.

Si le premier ministre est sérieux dans la réponse qu'il vient de donner, pourrait-il alors, malgré les déclarations de son ministre des Finances, hier, prendre l'engagement solennel de ne pas augmenter les impôts pour la classe moyenne au Canada?

• (1420)

[Traduction]

**Le très hon. Jean Chrétien (premier ministre, Lib.):** Monsieur le Président, nous consultons actuellement la population canadienne. Tout le monde sait que lorsque nous avons formé le gouvernement, nous avons dû supporter une dette de 500 milliards de dollars et nous avons préparé un plan très sérieux pour la réduire. Nous avons dit que nous réduirions le déficit annuel de tant et qu'il se situerait à 25 milliards au terme de la troisième année de notre mandat.

Nous avons dit très clairement que nous y parviendrions et nous le ferons. Cette année, nous connaissons une croissance de 4 p. 100, ce qui aide beaucoup. Nous devons probablement aussi faire des compressions et supprimer certaines échappatoires qui existent dans le régime fiscal. Nous avons toujours des problèmes de ce genre, mais, une fois qu'ils seront réglés, le gouvernement pourra recueillir plus de recettes.

J'ai une confiance absolue en notre capacité d'atteindre notre objectif. Il y a toujours des abus du régime fiscal. Je suis ici depuis assez longtemps pour le savoir, et un bon ministre a pour tâche de supprimer ces échappatoires. J'ai pleinement confiance en mon bon ministre des Finances.

[Français]

**M. Yvan Loubier (Saint-Hyacinthe—Bagot, B.Q.):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Finances. Plutôt que de faire le ménage dans les dépenses, le ministre des Finances annonce clairement qu'il ne renonce pas à augmenter les impôts et les taxes. Son document propose une révision des dépenses fiscales qui touchent principalement les revenus moyens: crédits d'impôt pour les études, REER, crédits pour les dons de charité, crédits pour personnes âgées, crédits pour personnes mariées, indemnités pour accidents du travail, tout y passe.

Après avoir frappé de plein fouet les chômeurs et les plus démunis, comment le ministre des Finances peut-il envisager maintenant de taxer davantage la classe moyenne alors qu'il ne fait aucunement référence dans son document au scandale des fiducies familiales, de même qu'au scandale des paradis fiscaux qui profitent aux riches Canadiens?

**L'hon. Paul Martin (ministre des Finances et ministre chargé du Bureau fédéral de développement régional (Québec), Lib.):** Monsieur le Président, tout ce que le député vient de faire vraiment, comme d'ailleurs, je l'ai fait hier, c'est lire la liste des comptes publics. On sait maintenant qu'il sait lire. Maintenant, on lui demande de regarder et de faire des choix et de nous dire ce que, lui, pense faire. Pareillement, nous avons demandé au député à maintes reprises de nous donner ses suggestions sur les fiducies familiales. Nous lui avons demandé de participer pleinement au débat, mais tout ce qu'on entend ce sont des discours politiques. Aucune suggestion constructive!

**M. Yvan Loubier (Saint-Hyacinthe—Bagot, B.Q.):** Monsieur le Président, hier, on a fait des suggestions très concrètes au ministre des Finances. Et je l'ai mis au défi justement de les appliquer et de s'attaquer là où il y a des problèmes: dépenses de fonctionnement et les échappatoires fiscales pour les riches Canadiens. C'est là qu'il faut qu'il coupe.

Comment le ministre des Finances peut-il envisager, dans ces circonstances, de s'attaquer aux REER alors qu'il refuse de toucher aux fiducies familiales et aux paradis fiscaux? C'est cela la question et c'est scandaleux qu'il ne le fasse pas!

**L'hon. Paul Martin (ministre des Finances et ministre chargé du Bureau fédéral de développement régional (Québec), Lib.):** Monsieur le Président, lors du dernier budget, nous avons fermé l'échappatoire de 100 000 \$ en gains de capital, ce qui était d'abord l'échappatoire principale. Nous avons fermé énormément d'échappatoires dans le domaine de la taxe corporative. Et certainement dans le prochain budget, on va répondre. D'ici le prochain budget, le député comme ses collègues ont la possibilité de faire des suggestions. Au lieu de faire des discours partisans, au lieu de prier le ciel, pourquoi ne jouent-ils par le rôle de députés responsables et pourquoi ne se joignent-ils pas au comité pour vraiment améliorer la situation des Canadiens et des Canadiennes?

[Traduction]

**M. Preston Manning (Calgary—Sud-Ouest, Réf.):** Monsieur le Président, hier, le ministre des Finances a admis que les réductions de dépenses qu'il avait annoncées dans son dernier budget ne suffisaient pas pour atteindre son modeste objectif de